

Paris, 23 mai 2014

## **Défaillances d'entreprises françaises : accalmie à confirmer en 2014 ?**

**La période janvier – avril 2014 donne une lueur d'espoir aux entreprises en France. Les défaillances sont en diminution de -2,3% par rapport à la même période de 2013. Cependant, cette embellie se produit dans un contexte toujours difficile : le niveau de défaillances reste élevé, avec 64 127 cas sur un an, dépassant largement le pic de 2009.**

### **Janvier – avril 2014 : baisse du nombre et des coûts social et financier des défaillances**

Les quatre premiers mois de l'année affichent une tendance favorable : les défaillances d'entreprises connaissent une baisse de -2,3% par rapport à la même période de 2013, et ce dans toutes les catégories. Le recul est plus marqué au sein des PME<sup>1</sup> (-17%) et des ETI (-9%) et commence à se dessiner au sein des TPE (-5%) et micro-entreprises (-2%).

Cette amélioration se traduit par une baisse du coût social de -13,3% (emplois menacés) et du coût financier<sup>2</sup> associé aux défaillances de -16,4%.

Toutefois, le retour au niveau d'avant-crise n'est pas pour l'immédiat : si de janvier à avril 2008, on recensait 18 427 cas, la même période de 2014 a connu 22 601 cas.

### **Depuis 1 an : une situation toujours difficile, mais les ETI et PME sont moins affectées**

Sur un an<sup>3</sup>, le nombre de défaillances d'entreprises atteint 64 127 cas (soit une hausse de +3,5% par rapport aux douze mois précédents) et reste supérieur au pire moment de la crise de 2009. Le coût financier des défaillances est conséquent (4,64 milliards d'euros, soit +2,3% par rapport aux douze mois précédents) et se rapproche du pic de 2009 également.

Deux catégories d'entreprises sont particulièrement fragiles : les micro-entreprises qui représentent 93% des défaillances et les TPE (hausse respective des défaillances +3,9% et +0,7% sur un an). Les PME voient un début d'amélioration alors que les ETI confirment la tendance favorable constatée en 2013 (baisse respective de -2,8% et de -10,5% sur un an).

Les entreprises de grande taille étant désormais moins affectées, l'impact des défaillances sur l'emploi est orienté à la baisse (-6,4% sur un an, 192 771 emplois menacés).

---

<sup>1</sup> PME : entre 20 et 249 salariés

<sup>2</sup> Coût financier des défaillances : cumul de l'encours fournisseurs de chaque entreprise défaillante

<sup>3</sup> mai 2013 – avril 2014

### Les 3 secteurs les plus touchés : services aux entreprises, papier-bois, agro-alimentaire

Le trio de tête des secteurs les plus touchés sur les douze derniers mois comprend :

- Les services dédiés aux entreprises et aux collectivités locales concentrent 15% de l'ensemble des défaillances en France et affichent une progression en nombre de +6,3% et en coût de +13,8%. Les agences de publicité et les entreprises spécialisées dans le nettoyage de bâtiments souffrent tout particulièrement.
- La filière du papier-bois connaît une dégradation marquée (+5,3% du nombre et +5% du coût de défaillances). Un tiers provient des imprimeries, affectées par la progression du numérique.
- L'agro-alimentaire est également vulnérable, avec une progression des défaillances de +9% sur un an. Les boulangeries représentent une proportion importante des défaillances du secteur (23,4%). L'agroalimentaire est aussi le seul secteur qui continue à se dégrader pour la période janvier – avril 2014 (+3%).

*« L'accalmie des quatre premiers mois de l'année n'est pas encore suffisante pour parler d'un retournement de tendance. La croissance décevante de 0% de la France au premier trimestre confirme notre scénario 2014 : Coface table sur une stabilisation du nombre de défaillances aux alentours de 63 000. Cette stagnation s'explique en grande partie par la baisse de la rentabilité des entreprises : contraction du taux de marge, endettement en hausse, taux d'autofinancement faible. Les entreprises sont de plus en plus vulnérables au plan financier, donc de plus en plus dépendante d'une conjoncture qui s'avère trop molle pour les soutenir », note Jennifer Forest, économiste chez Coface.*

#### CONTACT PRESSE

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 – [maria.krellenstein@coface.com](mailto:maria.krellenstein@coface.com)

#### A propos de Coface

Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2013, le Groupe, fort de 4 440 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1 440 Md€. Présent directement ou indirectement dans 97 pays, il sécurise les transactions de plus de 37 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 350 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat. Coface est filiale de Natixis, banque de financement, de gestion et de services financiers du Groupe BPCE.

[www.coface.com](http://www.coface.com)